

<https://www.pressegauche.org/Ecosocialisme-et-ou-decroissance-45447>



Écosocialisme et / ou décroissance

- Écosocialisme -



Publication date: mardi 3 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'écosocialisme et le mouvement de décroissance sont parmi les courants les plus importants de la gauche écologiste. Les écosocialistes admettent qu'un certain degré de diminution de la production et de la consommation est nécessaire pour éviter un effondrement environnemental. Cependant, ils maintiennent une attitude critique envers les théories de la décroissance parce que : a) le concept de décroissance est insuffisant pour définir un programme alternatif ; b) il ne précise pas si la décroissance peut être réalisée dans le cadre du capitalisme ou non ; c) ne fait pas de distinction entre les activités qui doivent être réduites et celles qui doivent être développées.

30 octobre 2020 | tiré de Viento sur

Il est important de garder à l'esprit que la tendance à la baisse, particulièrement influente en France, n'est pas homogène : inspirée des critiques de la société de consommation - Henri Lefebvre, Guy Debord, Jean Baudrillard - et du *système technique* - Jacques Ellul -, elle comprend différentes perspectives politiques. Il y a au moins deux pôles assez éloignés, sinon opposés : d'un côté, les critiques de la culture occidentale tentés par le relativisme culturel (Serge Latouche) et, de l'autre, les écologistes universalistes de gauche (Vincent Cheynet, Paul Ariès) .

Serge Latouche, connu dans le monde entier, est l'un des théoriciens français de la décroissance les plus controversés. Bien sûr, certains de leurs arguments sont légitimes : démythification du *développement durable*, critique de la religion de la croissance et du *progrès*, appel à une révolution culturelle. Cependant, son rejet global de l'humanisme occidental, des Lumières et de la démocratie représentative, ainsi que son éloge sans vergogne de l'âge de pierre, sont clairement critiquables. Mais ce n'est pas tout. Sa critique des propositions de développement écosocialiste pour les pays du Sud - plus d'eau potable, d'écoles et d'hôpitaux - comme "ethnocentriques", "occidentalisantes" et "destructrices des modes de vie locaux" est tout à fait insupportable. Sans oublier que son argument selon lequel il n'est pas nécessaire de parler de capitalisme, puisque cette critique "a déjà été faite, et bien, par Marx", n'est pas sérieux : c'est comme dire qu'il n'est pas nécessaire de dénoncer la destruction productiviste de la planète, car cela, ça a déjà été fait, *et bien*, par André Gorz (ou Rachel Carson).

Plus près de la gauche est le courant universaliste, représenté en France par le journal La Décroissance, aussi critiquable soit le *républicanisme* français de certains de ses théoriciens (Vincent Cheynet, Paul Ariès). Contrairement au premier, ce second pôle du mouvement de décroissance présente de nombreux points de convergence - malgré des polémiques occasionnelles - avec les mouvements pour la justice globale (ATTAC), les écosocialistes et les partis de la gauche radicale : extension de la gratuité [biens, services ou équipements offerts gratuitement], la prépondérance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, la réduction de la journée de travail, la lutte contre les inégalités sociales, le développement d'activités non commerciales, la réorganisation de la production en fonction des besoins sociaux et la protection de l'environnement.

De nombreux théoriciens de la décroissance semblent croire que la seule alternative au productivisme est d'arrêter toute croissance, ou de la remplacer par une croissance négative, c'est-à-dire de réduire drastiquement le niveau excessif de consommation de la population en divisant par deux les dépenses énergétiques, en abandonnant maisons individuelles, chauffage central, machines à laver, etc. Puisque ces mesures d'austérité draconiennes et d'autres comme elles peuvent être assez impopulaires, certaines d'entre elles - y compris un auteur aussi éminent que Hans Jonas, dans son *Principe de responsabilité*- jouent sur l'idée d'une « sorte de dictature écologique ».

Face à cette vision pessimiste, les socialistes optimistes estiment que le progrès technique et l'utilisation des énergies renouvelables permettront une croissance illimitée et une société d'abondance, dans laquelle chacun

pourra recevoir en *fonction de ses besoins*.

Je crois que ces deux écoles partagent une conception purement quantitative de la croissance - positive ou négative - ou du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me semble plus appropriée : une transformation qualitative du développement. Cela signifie mettre fin au monstrueux gaspillage de ressources, typique du capitalisme, basé sur la production à grande échelle de produits inutiles et / ou nocifs : l'industrie de l'armement est un bon exemple, mais une grande partie des *biens* produits dans le capitalisme, avec leur obsolescence intrinsèque, ils n'ont d'autre utilité que de générer des profits pour les grandes entreprises.

Le problème n'est pas *la consommation excessive* dans l'abstrait, mais le type de consommation qui prévaut, basé sur l'acquisition ostentatoire, le gaspillage massif, l'aliénation mercantile, l'accumulation obsessionnelle de biens et l'achat compulsif de prétendues nouveautés imposées par la *mode*. Un nouveau type de société orienterait la production vers la satisfaction des besoins réels, à commencer par ceux que l'on pourrait qualifier de *bibliques*- l'eau, la nourriture, les vêtements, le logement - mais aussi les services de base : santé, éducation, transport, culture.

Comment distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels, fictifs (créés artificiellement) et improvisés ? Ces derniers sont induits par la manipulation mentale, c'est-à-dire la publicité. Le système publicitaire a envahi toutes les sphères de la vie humaine dans les sociétés capitalistes modernes : non seulement la nourriture et les vêtements, mais aussi le sport, la culture, la religion et la politique sont configurés conformément à ses règles. Il a envahi nos rues, boîtes aux lettres, écrans de télévision, journaux et paysages de manière permanente, agressive et insidieuse, et contribue de manière décisive à la création d'habitudes de consommation ostentatoires et compulsives. De plus, il gaspille d'énormes quantités de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier, *productif* qui n'est pas seulement inutile d'un point de vue humain, mais qui est directement en contradiction avec les besoins sociaux réels.

Si la publicité est une dimension indispensable de l'économie de marché capitaliste, elle n'aurait aucune raison d'exister dans une société en transition vers le socialisme, où elle serait remplacée par des informations sur les biens et services fournis par les associations de consommateurs. Le critère pour différencier un besoin réel d'un besoin artificiel est sa persistance après la suppression de la publicité (Coca-Cola !). Bien sûr, pendant quelques années, les habitudes de consommation persisteraient et personne n'a le droit de dire aux gens quels sont leurs besoins. Le changement des modes de consommation est un processus historique et un défi éducatif.

Certains biens, comme la voiture individuelle, posent des problèmes plus complexes. Les véhicules privés constituent une nuisance publique, ils tuent et mutilent des centaines de milliers de personnes chaque année dans le monde, ils polluent l'atmosphère des grandes villes avec des conséquences désastreuses pour la santé des enfants et des personnes âgées, et ils contribuent de manière significative au changement climatique. Cependant, ils répondent à un réel besoin en transportant les personnes vers leur lieu de travail, leur domicile ou leurs lieux de loisirs. Les expériences locales dans certaines villes européennes qui ont des administrations écologiquement sensibles montrent qu'il est possible de limiter progressivement, avec l'approbation de la majorité de la population, la proportion de véhicules individuels en circulation au profit des bus et des tramways.

Dans un processus de transition vers l'écosocialisme, où les transports publics, terrestres ou souterrains, seraient largement étendus et gratuits pour les usagers, et où les piétons et les cyclistes auraient des routes protégées, la voiture privée jouerait un rôle beaucoup moins important que dans la société bourgeoise, où elle est devenue une marchandise fétiche, promue par une publicité insistante et agressive, symbole de prestige et signe d'identité. Aux USA, le permis de conduire est la pièce d'identité reconnue et le centre de la vie personnelle, sociale ou érotique. Il sera beaucoup plus facile, dans la transition vers une nouvelle société, de réduire drastiquement le transport de marchandises par route - qui provoque de terribles accidents et de niveaux élevés de pollution - et de le remplacer par le rail, *ferroutage* (camions transportés par train d'une ville à l'autre) : seule la logique absurde de la *compétitivité* capitaliste explique la croissance dangereuse du transport routier.

Oui, les pessimistes répondront, mais les gens ont des aspirations et des désirs infinis, qui doivent être contrôlés, testés, contenus et, si nécessaire, réprimés, ce qui peut exiger certaines limites de la démocratie. Or, l'écosocialisme repose sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes et libérée de l'aliénation capitaliste, de l'être sur l'avoir, c'est-à-dire du temps libre pour l'épanouissement personnel à travers activités culturelles, sportives, récréatives, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques, au-dessus du désir de possession infinie de produits.

Achat compulsif bien induit par le fétichisme marchand inhérent au système capitaliste, par l'idéologie dominante et par la publicité : rien ne montre qu'il fait partie d'une *nature humaine éternelle*, comme le discours réactionnaire nous prétend créer. Ernest Mandel a déjà souligné : « L'accumulation continue de plus en plus de biens (avec une utilité marginale décroissante) n'est en aucun cas une caractéristique universelle ou même prédominante du comportement humain. Le développement des talents et des inclinations comme une fin en soi ; la protection de la santé et de la vie ; le soin des garçons et des filles ; le développement de relations sociales enrichissantes... tout cela devient des motivations importantes une fois que les besoins matériels de base ont été satisfaits.

Cela ne signifie pas que des conflits ne surgiront pas, en particulier pendant le processus de transition, entre les exigences de protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et la nécessité de développer les infrastructures de base, en particulier dans les pays pauvres, entre les habitudes de consommation populaires et la rareté des ressources. Ces contradictions sont inévitables : les résoudre sera la mission d'une planification démocratique, dans une perspective écosocialiste, libérée des impératifs du capital et de la génération de profits, à travers un débat pluraliste et ouvert préalable à la prise de décision par la société elle-même. Cette démocratie de base et participative est le seul moyen, de ne pas éviter les erreurs.

Quelles pourraient être les relations entre l'écosocialisme et le mouvement de décroissance ? Peut-il y avoir une alliance, malgré les désaccords, autour d'objectifs communs ? Dans un livre publié, il y a quelques années. *La décroissance est-elle souhaitable ?*, l'écologiste français Stéphane Lavignotte propose une telle alliance. Il reconnaît qu'il existe de nombreuses questions controversées entre les deux points de vue. Doit-on mettre en évidence les relations entre classes sociales et la lutte contre les inégalités ou bien la dénonciation de la croissance illimitée des forces productives ? Qu'y a-t-il de plus important, les initiatives individuelles, les expériences locales, la simplicité volontaire ou le changement de l'appareil productif et de la *mégamachine* capitaliste ?

Lavignotte refuse de choisir et propose d'associer ces deux pratiques complémentaires. Le défi consiste, affirme-t-il, à combiner la lutte pour l'intérêt de classe écologique de la majorité, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas de capital, avec la politique des minorités actives en faveur d'une transformation culturelle radicale. En d'autres termes, établir, sans cacher les inévitables désaccords, un « engagement politique » de ceux qui ont compris que la survie de la vie sur la planète, et de l'humanité en particulier est en contradiction avec le capitalisme et le productivisme et ils cherchent à tant la sortie de ce système destructeur et inhumain.

En tant qu'écosocialiste et membre de la Quatrième Internationale, je partage ce point de vue. La confluence de toutes les variantes de l'écologie anticapitaliste constitue une étape importante dans l'accomplissement de la tâche urgente et nécessaire d'arrêter la dynamique suicidaire de la civilisation d'aujourd'hui, avant qu'il ne soit trop tard ...

10/05/2020